

Compte-rendu

Webinaire 5 : Construire et renforcer la gouvernance de son projet

Mardi 11 janvier 2022 de 16h à 18h

Organisé et animé par *Mélissa Gentile (la Coopérative Tiers-Lieux)*, *Manon Jaccard (Réseau Cocagne)*, *Marketa Supkova (MADABREST)* et *Timothée Hervault (INRAE/FAB'LIM)*

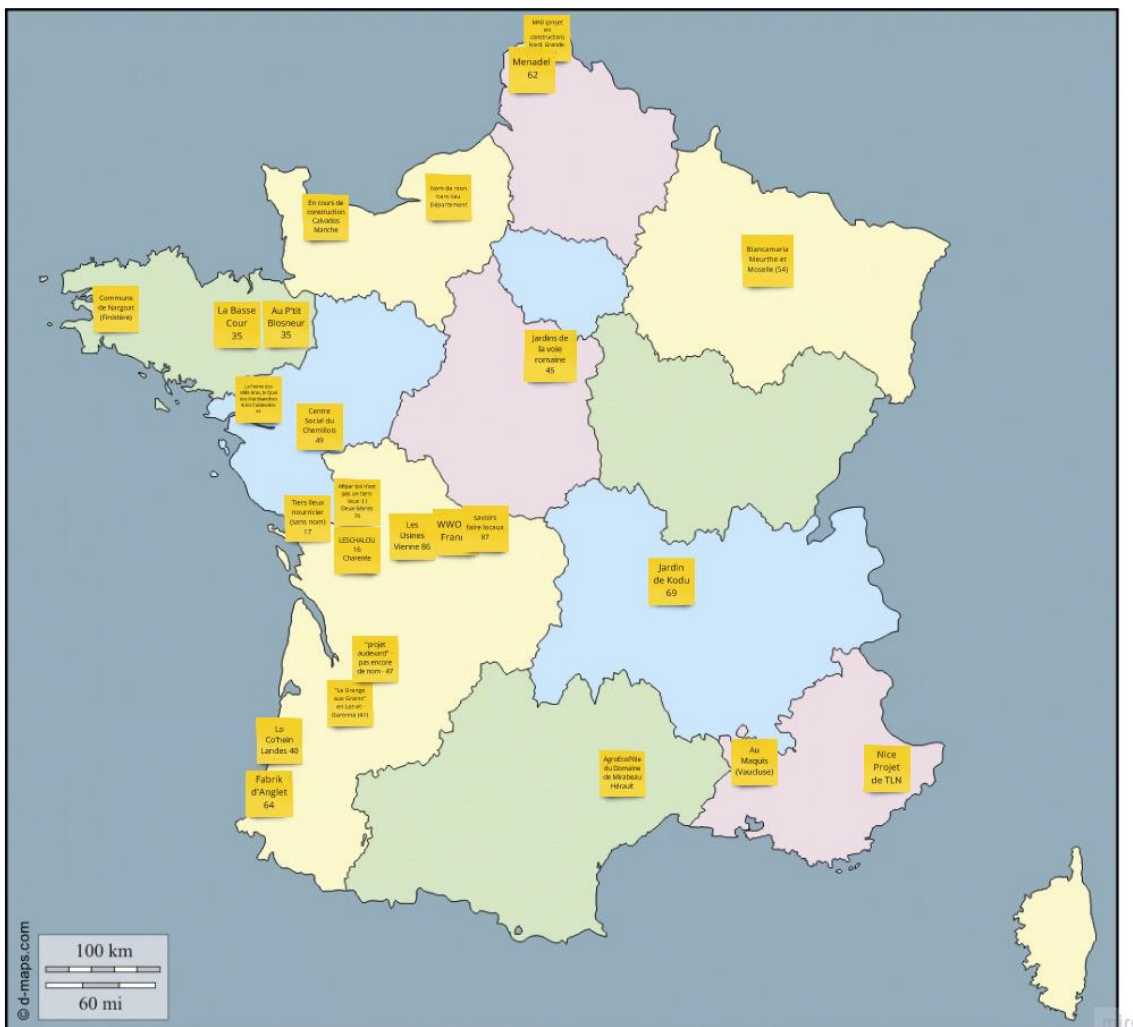
L'objectif est de montrer comment la multifonctionnalité des tiers-lieux, notamment nourriciers, amène à penser différentes modalités de participation et d'implication des parties prenantes. Mais aussi d'échanger des expériences de gouvernance partagée, de partager des outils visant à favoriser l'implication et la participation des publics, et de voir comment penser l'organisation des multiactivités.

Programme

- **Partage d'expériences de terrain et de la recherche sur des modèles participatifs ou de gouvernance partagée**
 - Guide renforcer la gouvernance alimentaire territoriale. *Yuna Chiffolleau, Juliette PERES*
 - Enjeux de gouvernance et de participation. *Virginie Pujol*
 - MADABREST. *Marketa Supkova*
 - Monnaie d'échange de services (MANNE). *Dominique Hays*
- **Atelier participatif - Temps de production commun en sous-groupes (pas fait par manque de temps)**
 - Echelle de la participation : Identifier le niveau d'implication des usagers du lieu.
 - Témoignages de cas concrets : présence et rôles dans la gouvernance, identification de freins à la participation.
- Ouverture sur la sécurité sociale de l'alimentation. *Kevin Certenais*
- Conclusion

Brise glace

Sur [page Miro](#), indiquez le nom du tiers-lieu, le département et déplacez le post-it sur la carte.



Partage d'expériences de terrain et de la recherche sur des modèles participatifs ou de gouvernance partagée

Guide renforcer la gouvernance alimentaire territoriale, Yuna Chiffolleau & Juliette Peres

[Yuna Chiffolleau](#) est directrice de recherche en sociologie au département Sciences pour l'action et le développement d'INRAE depuis 2001. Spécialisée en sociologie économique et des réseaux, elle s'intéresse plus particulièrement aux circuits courts alimentaires, et s'attache à mesurer leur impact sur les producteurs et les consommateurs.

Juliette PERES est agronome de formation initiale et dispose d'une quinzaine d'années d'expérience dans le secteur associatif, dont 9 ans comme responsable d'une fédération de développement agricole et rural en Occitanie. Plus récemment elle s'est spécialisée dans l'analyse stratégique et la conception/consolidation de modèles économiques à fort impact dans les structures sociales et solidaires. Fortes de ces expériences, elle développe depuis 2018 l'association FAB'LIM, qui facilite l'émergence et coordonne plusieurs projets de recherche-action participative sur la transition agroécologique et l'alimentation durable dont ce cycle de webinaires.

Guide renforcer la gouvernance alimentaire territoriale

Reprise des travaux de l'INRAE de 2018 et leur adaptation à la problématique des tiers-lieux nourriciers. Méthodologie/ démarche en 4 étapes illustrée par deux cas de tiers-lieux concrets. INRAE traite des sujets de re-territorialisation, circuits courts et comment ces sujets recomposent les processus de prise de décision dans les territoires. Accompagnent des territoires (Massif central). Définition : Gouvernance alimentaire territoriale - Dispositif de coordination entre une multitude d'acteurs pour prendre collectivement des décisions et organiser les actions en lien avec l'alimentation locale. Limites aux actuels efforts de mise autour de la table d'une sélection de parties prenantes - beaucoup de parties prenantes absentes; quelle représentativité ? Proposition - repenser le territoire en termes de mondes sociaux en coexistence (ensemble d'acteurs et d'actions liés à des domaines thématiques spécifiques) et pas uniquement liés à l'agriculture/ alimentation ou développement territorial. Comment faire discuter les différents mondes sociaux dans un esprit de transversalité/interconnexion ? Identifier les acteurs intermédiaires. Pistes concrètes pour favoriser les rencontres entre différents mondes sociaux. Aller vers, dont notamment les publics éloignés. Dispositif de gouvernance comme un réseau souple inter-mondes sociaux, qui valorise l'existant et a un rôle d'intermédiaire (animation tournante par différentes structures) et propose une réponse plus rapide que les démarches institutionnelles. Revendiquer le droit à l'expérimentation. Présentation d'exemples terrain :

- Ferme des Volontoux - réussite dans l'interconnexion de différents mondes sociaux autour d'un projet de bouteilles consignées
- Tiers-lieux comme acteurs pour agir collectivement en temps de crise du COVID19 pour faciliter la logistique en circuits courts alimentaires de proximité (organiser les canaux de distribution, absorber et écouler la production, gérer la distribution d'urgence, rassurer les consommateurs, etc.)
- Tiers-lieu comme acteur intermédiaire au sein du territoire au service d'une action collective locale.

[Virginie Poujol](#) vous êtes anthropologue coordinatrice du LERIS. Enfance et jeunesse, éducation populaire, coopération territoriale, pauvreté / exclusion sociale, votre fil rouge est le processus d'émancipation. Ces dernières années vous avez travaillé avec la Grange de Gros-puy à Abjat sur Bandiat et le réseau coccagne sur les questions alimentaires.

Recherche action de 3 ans sur les tiers-lieux de solidarité alimentaire en Languedoc- Roussillon - zoom sur la précarité alimentaire. Regarder de l'intérieur comment s'organise cette solidarité à partir d'un écosystème de structures d'aide alimentaire. Volonté de reconstruire un contrat social, réhabiliter le commun par la coopération - proposer un renouveau démocratique. Les enjeux relevés :

- Changer de paradigme sur les places de chacun.
- Faciliter l'appropriation des enjeux.
- Développer l'esprit critique - fondamental pour prendre par la suite de bonnes décisions en termes de gouvernance allant dans le sens de l'intérêt général.

Quels outils ? Echelle de la participation citoyenne (S. Arnstein, 1969) :

- Non-participation (aucune possibilité d'intervenir sur le processus)

- Coopération symbolique (consultation/ conciliation - citoyens réfléchissent, donnent avis mais n'ont pas d'impact sur la prise de décision)
- Pouvoir effectif des citoyens (véritable prise sur le processus de décision; partir des préoccupations des personnes; remettre l'ouvrage régulièrement)

Comment considérer la participation et l'injonction à la participation ?

- Qui participe réellement ?
- À quoi est-on associé ? toutes les personnes ne participent pas forcément à l'ensemble des aspects de la gestion du tiers-lieu/ orientations stratégiques

Outils et démarches pour soutenir le développement de l'esprit critique

- Posture d'égalité - savoir d'usage qui peut être mobilisé dans la prise de décisions (attention particulière à qui détient l'information, comment elle circule, etc.)
- Faciliter l'appropriation (éviter la confiscation des savoirs par ceux qui 'savent')
- Développer des espaces de conflictualité (s'entraîner à débattre et se positionner sur les sujets complexes, prendre part au débat; éducation populaire)
- Partage des connaissances (ex. diagnostic partagé)

Gouvernance se réinvente en permanence, n'est pas un outil/ processus figé, se renouvelle constamment. Guide méthodologique en cours de production par l'Iris.

Merci Virginie, je donne la parole à Manon pour la suite des retours d'expérience

Illustrations

Partage d'expériences du point de vue du terrain avec les exemples de deux tiers lieux travaillant ces questions dans le projet associatif de la place laissée ou construite avec les usagers du lieu.

Marketa est la présidente de l'association Madabrest portant le projet de la MAD (Maison de l'Alimentation Durable) TL expérimental de la démocratie alimentaire à Brest. Madabrest est une association loi 1901, reconnue d'intérêt général, préfiguratrice d'une SCIC.

Intervention auprès des collectivités sur leur PAT. Constate que très peu de cas où la voix des citoyens est prise en compte. L'objectif : favoriser cette prise en compte en aidant l'éclosion d'une communauté citoyenne mobilisée, brique fondamentale, et en favorisant la concertation et la participation citoyenne. Imaginer des solutions concrètes à partir de l'expérience d'usage des habitants - citoyens -mangeurs du territoire.

Spécificités de l'approche. On n'est pas un TLN au sens classique, pas vocation à avoir un espace de production agricole. Notre action a une vocation beaucoup plus politique. Comment mobilise-t-on les citoyens mais aussi les collectivités territoriales et d'autres parties prenantes du système alimentaire territorial, pour qu'ils deviennent des parties prenantes réelles ? Développer ce type de dynamique sur le territoire de Brest Métropole. Inspiré des Food policy Council.

La spécificité de l'approche de Madabrest est dans les méthodes utilisées fondées sur les outils d'Intelligence collective, le design de service et d'usage, le design participatif et la mobilisation des acteurs notamment à travers le vecteur de l'expression artistique.

Démocratie alimentaire. On a envie de la définir à travers 5 super pouvoirs dont se doteront les citoyens, habitants du territoire (voir diapo) :

1. Pouvoir se rencontrer (offrir cette possibilité).
2. S'informer (très important : qui fait quoi ? diagnostic, etc.)
3. Pouvoir se nourrir durablement.
4. Pouvoir d'agir (capacité à s'activer dans la co-construction de solution et participation concrète au processus de décision).
5. Pouvoir évaluer : une fois qu'on a participé - chercher à mesurer l'impact de ces actions : amélioration du paysage alimentaire, de la démocratie locale.

Gouvernance partagée. On a cherché à voir une intégration des parties prenantes dès le début, dès la phase de préfiguration - à travers une stratégie de concertation territoriale multi-acteurs, un diagnostic partagé du système alimentaire territorial approfondi fondé sur l'analyse des besoins/ comportements alimentaires des habitants, les dynamiques coopératives. Puis nous avons organisé et animés des focus group entre pairs par famille de parties prenantes. Entretiens ad hoc avec acteurs clés structurants : chambre d'agri, etc. sont venus compléter ce tour d'horizon des acteurs.

L'objectif de ces entretiens - questionner les acteurs sur ce que devrait être la MAD, ce que ça pourrait leur apporter.

Le Guide de la méthode de préfiguration collective issu de notre expérience sera bientôt finalisé et publié.

La volonté de Madabrest est de construire un TL qui ressemble aux Food Policy Council. In fine, avoir (identification de 22 collègues/famille de parties prenantes dans le diag) un reflet de ces différentes parties prenantes dans la gouvernance. Avoir une gouvernance qui reflète les parties prenantes du système alimentaire dans sa diversité/globalité (le + inclusif possible).

La SCIC n'existe pas pour l'instant (préfiguration). Equipe opérationnelle + autres acteurs (CDD, métropole, etc.).

Développement d'outils pour chaque pilier (voir diapo) - outiller la démocratie alimentaire.

La MAD sera alors une adaptation à la française du concept de Food policy council + labo citoyen / lieu d'expérimentation politique appartenant aux citoyens.

Quelques pistes pour favoriser la participation citoyenne :

- Nécessité d'aller vers, d'être à l'écoute ;
- Trouver un équilibre entre intérêts individuels et collectifs ;
- Nourrir l'action collective pour changer le système (impact) ;
- Trouver la bonne échelle selon sujet/thème/public ;
- Produire de l'impact : plus vous montrer que la décision prise collectivement a eu un impact sur le terrain, plus cela est concret, plus la volonté des citoyens de participer se renforcera. La production de l'impact est un facteur clé de succès de la concertation.

Dominique Hays directeur des Anges Jardins et président du Réseau Cocagne sur le Menadel, sur la MANNE - monnaie d'échange de services et hub (4 groupes de parties prenantes).

Derrière tout ça, il y a un gros projet d'écopole alimentaire. Présentation des missions. Concernant l'accessibilité alimentaire : création d'espaces de sécurité alimentaire, autour du fruit (archipel nourricier).

2. Le TL va s'appuyer sur ces deux fonctions : rendre l'alimentation durable accessible + place à vivre joue un rôle dans la structuration de la filière (produire une gamme de produit, l'agréer, la distribuer, la présenter à la vente). Enjeux de professionnalisation des métiers de structuration de filière et d'accompagnement. Ce qui implique d'entrer dans un nouveau modèle économique.

La place à vivres. Lieu dédié au renforcement de la qualité de la vie, relier les acteurs des systèmes alimentaires. Avoir des capacités d'expression, de service au plus près des citoyens. Au delà de 2-3km difficile de venir : ne pas tout mettre dans un lieu centripète, sinon la maison qu'on fait devient une tour ou seuls les initiés peuvent rentrer. Aussi stimuler l'engagement, la citoyenneté, acquérir des compétences, cheminer vers l'émancipation.

5 fonctions. Le Hub. Avoir un processus d'intéressement et... des parties prenantes. 4 cercles concentriques de pairs : distribution, acteurs du social (très large), producteurs, "pp individuelles" (= les usagers, les citoyens) + groupe de travail. Comment avoir envie d'un pilotage.. Très orienté sur la mise en place d'actions, très opérationnel. Parfois du mal à voir comment ça peut se faire sans réhabilitation de la capacité des gens. Via des dynamique d'engagement. Logique d'éducation populaire, stimulée par un genre de "monnaie" ou plutôt un marqueur d'échange/d'engagement. Faire en sorte que les gens se maintiennent dans cet effort. On gagne de la MANNE en rendant des services à l'asso (ex : chantiers participatifs, cours collectifs, échange de service, etc.). Catalogue de contreparties (repas, etc.). La MANNE se développe aussi sur le littoral.

Liens pour aller plus loin.

Conseil. Voir comment on peut créer un intéressement au copilotage des choses par le fait qu'on puisse à la fois liée l'action / capacité d'empowerement. Énorme chemin à faire. Important : processus de mise en confiance. Les réunions c'est pas forcément le mieux, passage par d'autres moyens (ex : chantiers participatifs).

Ouverture sur la sécurité sociale de l'alimentation

Kevin Certenais tu es membre du Réseau Salarial, on t'a aussi reçu sur un précédent webinaire sur les enjeux de mobilisation au titre du Plat de Résistance. Tu viens récemment de co-signer l'ouvrage « Régime Général. Pour une Sécurité sociale de l'alimentation », de Laura Peterselle et Kevin Certenais chez Riot Éditions.

- Pouvez-vous nous présenter la genèse et les concepts de la SSA ?

Genèse du projet est la rencontre de plusieurs acteurs (producteurs-paysannes; structures de l'aide alimentaire, CIVAM et des travaux du Réseau salarial autour de l'historique de la sécurité sociale (conquête ouvrière) pour les amender et les appliquer au monde alimentaire).

Présentation du schéma de la SSA en 5 piliers interdépendants, approche systémique des rapports sociaux. Posture - c'est à l'échelle des rapports sociaux que nous allons pouvoir changer les choses.

- Qui travaille ? - la société doit reconnaître cet apport
- Qui est propriétaire de l'outil de travail ?

- Qui décide ce que nous mangeons - question démocratique; de gouvernance
- Qui a la main sur l'investissement ?
- A qui le système profite ? (Nous n'avons pas tous les mêmes intérêts)

Aide alimentaire variable d'ajustement de la production capitaliste et un monde paysan détruit, à la dérive, en souffrance, travaux de réseau salariat, régime général de la SS d'où l'idée de la SSA. Concept de la SSA, périmètre de l'alimentation pour le réseau (prod, transfo, distribution)

Inspiration historique. La proposition ne vient pas de nulle part, mais s'appuie sur l'analyse des travaux sur l'élaboration de la Sécurité sociale (1946) - avant géré par les syndicats (75) et patronat (25). A partir de '67 arrivée du paritarisme (50-50).

Histoire du conventionnement des pro. Financement par la cotisation sociale en lien avec d'autres conquêtes dans la fonction publique.

- Quels sont les enjeux de gouvernance de la SSA ?

Création du régime général gestion à 70% par les travailleurs via les syndicats attaqués par le système capitaliste via l'évolution vers le système paritaire. Puis gel des cotisations. Gouvernance macro, les pistes de Réseau Salariat : classes sociales, vision décoloniale et féministe, et concrètement les déclinaisons ?

Proposition de Caisse de SAA gérés par les habitants et salariés des collectifs de travail conventionnés. Critères du conventionnement décidés par la Caisse, parfois spécifiques à un bassin de vie.

Importance de reconnaître le travail d'animation de la Caisse de SAA. Mise en réseau des Caisses de la SAA.

- Comment les tiers-lieux nourriciers peuvent être les laboratoires de cette SSA sur leur échelle territoriale? A

Au sein du collectif, il y a un accompagnement des initiatives locales et une charte. Des limites posées du fait du mode de financement. C'est une proposition à l'échelle macroéconomique, or à l'échelle locale pas de fiscalité possible, mais des bouts sont expérimentables et une revendication macro est nécessaire, les deux sont complémentaires. Le régime général s'est appuyé sur des milliers de caisses, en 1946 c'est la généralisation.

De quoi vont décider les tiers-lieux nourriciers / 'guichets' de la SAA ? - de ce que nous mangeons ou également des conditions de travail des producteurs-paysans ?

Objectif de faire sortir les enjeux d'accessibilité alimentaires de l'approche capitaliste.

Visée politique de la SAA. L'horizon d'un système alimentaire désirable.

Questions/ réponses

Yuna Chiffolleau :

- Intéressant de penser la gouvernance multi-niveaux et multi-échelles et leurs articulations.
- Le début de la gouvernance est d'abord la reconnaissance des apports des uns et des autres, dont notamment ceux de la recherche, même si nous ne sommes pas d'accord.

Kévin Certenais :

- Apport de la recherche permet de prendre en compte la dimension systémique de la démocratie alimentaire - travaux notamment de D. Paturel et des autres membres du collectif SAA et du collectif Démocratie alimentaire.

Virginie Poujol :

- Retracer les différentes contributions à l'élaboration des projets politiques nécessiterait un vrai travail d'archéologie. L'important est que les choses avancent.